



Vietnam

L'échec de Westmoreland

Daniel Trégnier

A lors qu'autour de Saïgon, l'opération Guyêt-Thang enlise une cinquantaine de bataillons américains et gouvernementaux dans les rizières du delta, et qu'à Khé-Sanh, les assaillants vietnamiens progressent chaque jour un peu plus, le président Johnson a annoncé vendredi soir, au cours d'une conférence de presse improvisée, le départ du général Westmoreland du commandement en chef des troupes américaines au Vietnam, et sa nomination à la tête de l'état-major de l'armée de terre.

Simple changement d'homme, changement de tactique ou de politique, telles sont les questions que chacun se pose au lendemain de cette promotion. Et, bien qu'aucune information ne filtre de la Maison Blanche, l'importance des décisions que prendra dans les semaines à venir le président des Etats-Unis n'échappe à personne.

Temporiser momentanément sur le terrain, tout en laissant miroiter l'espoir d'une prochaine solution du conflit : telle semble être pour le moment son attitude. Toute son habileté repose en tout cas, sur le maintien d'un équi-



Coupable de crimes de guerre

Agip

libre temporaire entre les chances de la paix, et celles d'une nouvelle escalade ; et cela dans la perspective de l'élection présidentielle du 5 novembre prochain.

Pour calmer les « faucons » du Pentagone et de la bourgeoisie conservatrice, il réclame un « effort national total » ; il envoie de nouveaux renforts — modestes il est vrai — et, tout en ordonnant une intensification des bombardements sur le Nord, il dote son aviation de nouveaux appareils à géométrie va-

riable, plus rapides et plus meurtriers que les B-52 classiques.

Pour apaiser les « colombes », mais aussi pour éviter de se laisser déborder au sein même de son parti par MM. McCarthy et Kennedy, qui lui reprochent sa politique — mais n'ont d'autres solutions à proposer à leurs électeurs que des formules de circonstance — il confirme M. Sargent Shriver au poste d'ambassadeur des Etats-Unis à Paris.

Cette décision, quoique quelque peu éclipsée par les événements de Saïgon laisserait entendre que l'administration Johnson s'apprête à lancer de prochaines initiatives diplomatiques en direction des Vietnamiens. Le choix de Paris, la présence dans la capitale d'une délégation nord-vietnamienne fort active, semblent aller dans le sens d'une prise de contacts directs entre Américains et Nord-Vietnamiens.

Il faut toutefois être prudent...

La croisade anticommuniste

Depuis Pearl Harbor, les Américains estiment que la sécurité de leur pays doit être assurée à l'ouest, par une ceinture avancée atteignant le continent chinois. Aussi, après Genève, le gouvernement américain décida-t-il d'assurer lui-même la protection de cette région par un système d'alliances militaires, qui donna naissance trois mois plus tard, en septembre 1954, à l'O.T.A.S.E.

Pour des raisons de prestige et de sécurité, les Américains veulent endiguer à tout prix la poussée communiste en Asie. Pour eux, comme d'ailleurs pour leurs alliés — dont on oublie trop souvent qu'ils sont directement engagés dans le conflit actuel (48.000 Sud-Coréens, 10.000 Thaïlandais, 2.000 Philippins, 2.000 Néo-Zélandais et 8.000 Australiens se battent aux côtés des 470.000 Américains et des 650.000 gouvernementaux) — la guerre du Vietnam c'est la croisade anticommuniste. C'est d'ailleurs au nom de ce principe, et en se fondant sur le point 2 de leur déclaration séparée de Genève en 1954, que les Américains pouvaient prétendre en 1962, que leur engagement militaire en faveur de Saïgon, était la conséquence « du retour à l'agression, commise en violation des accords ».

Refuser de reconnaître le F.N.L. comme préalable à l'arrêt de l'aide apportée par le

Nord au F.N.L., c'est faire fi des réalités politiques et militaires. C'est oublier, qu'à la place d'un régime autocratique confié à une classe politique urbaine, peu nombreuse, composée essentiellement de grands propriétaires et d'anciens mandarins de l'époque coloniale, et soutenue artificiellement par les dollars et le corps expéditionnaire américain, le Front propose — depuis 1960 — aux paysans, outre la réforme agraire dans le cadre d'une économie indépendante et souveraine, mais encore un régime progressiste de large démocratie, protégeant le peuple, instaurant l'égalité des nationalités, et dirigé par un gouvernement de coalition nationale et démocratique. On semble ignorer à Washington, que parmi les dirigeants du Front, figurent aux côtés des communistes, des modérés, un prêtre catholique et un dignitaire bouddhiste.

Le 8 avril 1965, deux mois après le début des bombardements sur la R.D.V.N., les dirigeants d'Hanoï faisaient connaître officiellement leur position en 4 points, quelques semaines seulement après la publication des 5 points du F.N.L.

Toutefois, à la suite de la visite de conciliation à New-Delhi et à Moscou, qu'effectua en février dernier M. Thant, Secrétaire général des Nations Unies, il semble que les Nord-Vietnamiens, d'accord avec les représentants du Front aient quelque peu nuancé leur position. Les « 9 points d'Hanoï » publiés dernièrement par *le Nouvel Observateur* n'ont pas été officiellement démentis. S'ils reprennent pour une large part des positions connues et sur lesquelles il est peu probable que les Vietnamiens acceptent de transiger : évacuation des troupes américaines, cessation des bombardements sur le Nord et distinction fondamentale entre le F.N.L. et la R.D.V.N., ils manifestent à deux reprises la volonté de dialogue d'Hanoï.

L'évacuation des troupes américaines reste le problème fondamental, mais dirait Hanoï « à partir du moment où le principe en serait acquis, nous déroulerions le tapis rouge pour les Américains ».

Les Vietnamiens accepteraient en outre, un Vietnam du Sud, distinct du Nord, neutre sous contrôle international et dirigé par un gouvernement issu d'élections sous contrôle international. Ce dernier point semblant indiquer

que les dirigeants nord -vietnamiens s'orienteraient vers la reconnaissance d'un Etat du Sud-Vietnam, qui ne serait pas réuni au Nord avant longtemps.

*Négociateur
tant qu'il est encore temps*

Il appartient désormais aux Américains et d'abord au président Johnson de répondre, et de faire un choix qui pèsera sans doute très lourd, tant pour l'avenir de son pays que pour celui du maintien de la paix dans le monde.

Mais il faut agir vite. La proximité des élections présidentielles, les conséquences sur les conflits raciaux du retour des soldats noirs, les répercussions qu'entraînerait sur l'économie américaine l'extension du conflit, enfin l'hostilité de plus en plus croissante qui se développe au sein de l'opinion internationale seront-ils des arguments suffisants ? On peut en douter. □